

Le CODESRIA : une philosophie, une école, une bibliothèque sur l'Afrique

J'ai travaillé au Codesria de mai 2005 à janvier 2009 en qualité de Secrétaire exécutif adjoint, Ebrima Sall étant le Secrétaire exécutif. Ces années ont été pour moi celles de la découverte d'une institution jouissant d'une grande réputation internationale. Je connaissais certes le Codesria, mais c'est en participant à sa gestion que j'ai personnellement mieux jaugé et compris la grandeur de cette institution. Le défi pour moi était donc de tout mettre en œuvre pour que j'apporte ma contribution afin que cette réputation grandisse pendant notre mandat, ou à tout le moins qu'elle ne puisse pas connaître une baisse dont nous assumerions la responsabilité.

Ces années-là ont aussi été celles de profonds enrichissements sur l'agenda intellectuel du Codesria, notamment en ce qui concerne les problèmes de l'université africaine en général et ceux dont souffre la recherche en Afrique en particulier. Des années d'un approfondissement théorique et épistémologique sur les problématiques du développement de l'Afrique, et sur la responsabilité de l'intellectuel africain face à l'impasse dans laquelle se trouve notre continent.

Une école de gestion orthodoxe

Je suis arrivé au Codesria, en mai 2005, pétri d'une grande expérience de gestion adminis-

Bernard Lututala Mumpasi

Professeur ordinaire,
Université de Kinshasa,
Ancien Secrétaire exécutif
adjoint du Codesria

trative et financière et de bonnes connaissances des problèmes que connaissent les universités africaines et les institutions de recherche, pour avoir dirigé, en qualité de recteur, et ce, pendant quatre ans (2005-2009), l'université de Kinshasa (Unikin), la plus grande université de la République démocratique du Congo (RDC). Et avant l'Unikin, j'avais été recteur de l'université Kongo (2002-2005). Mais aussi pour avoir été président de l'Union pour l'étude de la population africaine (UEPA) (1996-1999), dont le siège a été déménagé de Dakar à Accra. J'ai donc pris mes fonctions, déterminé à faire profiter au Codesria de ce que j'estimais être une expérience très riche.

Aussitôt après avoir pris mes fonctions, j'ai vite compris que le Codesria était une grande école de gestion administrative et financière rigoureuse. Je découvris, dès les premiers jours de mes fonctions, et progressivement, des méthodes de gestion qui permettent d'atteindre les objectifs fixés dans les Plans quinquennaux : une traçabilité sans faille des multiples activités

et programmes menés par l'institution, une planification annuelle des activités, des plans de trésorerie respectant les lignes budgétaires, la régularité dans la préparation et la soumission des rapports narratifs et financiers au Comité exécutif et aux partenaires pour leur approbation, une rigueur dans le recrutement et la gestion du personnel, et dans l'utilisation du matériel et de la logistique, etc.

J'ai compris, avec le temps, que cette orthodoxie administrative et financière aura permis au Codesria d'être crédible auprès de ses partenariats et de les fidéliser. Au point où certains parmi eux, notamment SIDA-SAREC, pour ne citer que celui-là, apportent leur appui financier au Codesria depuis sa création en 1973. Cela est plutôt rare en Afrique, où beaucoup d'institutions perdent très vite leur crédibilité auprès de leurs partenaires.

Il s'agit là d'un grand acquis que le Codesria doit préserver, d'autant plus que ce sont surtout les partenaires extérieurs qui lui apportent l'appui financier nécessaire. En effet, les États africains, et dans une moindre mesure les autres institutions africaines, n'apportent pas un appui financier substantiel et continu au Codesria, exception faite du Sénégal qui abrite son siège. Cette situation est regrettable. L'absence de financement de la recherche

en Afrique par les institutions africaines a des conséquences fâcheuses que l'on a tendance à négliger. Une de ces conséquences est l'orientation de la recherche africaine sur des thématiques qui intéressent plutôt les bailleurs de fonds et pas nécessairement les pays et les chercheurs africains. On peut citer, à titre d'exemple, les recherches sur les migrations.

Les recherches sur les migrations se focalisent depuis un certain temps sur les migrations internationales, pour les raisons que l'on sait. «L'afflux» des Africains vers les pays du Nord inquiète, dérange ces pays et les populations qui les accueillent. D'où la nécessité de mener des recherches pour appréhender correctement les causes profondes qui poussent les Africains à affluer dans ces pays et pour rechercher les mécanismes les plus efficaces pour les inciter à retourner chez eux. Et pourtant, les pays africains souffrent plus des migrations internes, notamment les migrations rurales-urbaines appelées aussi l'exode rural, à propos desquelles les bailleurs de fonds ne veulent plus financer la recherche. Ces migrants en provenance des milieux ruraux exacerbent les problèmes de gestion des villes africaines. Ils finissent par gonfler le secteur informel, car ils ne trouvent pas les emplois qu'ils viennent chercher dans les villes. Qui plus est, celles-ci sont en déficit d'infrastructures par rapport à la demande à satisfaire, obligeant ainsi les migrants, mais aussi les natifs, à se contenter, par exemple, de logements de fortune dans des quartiers pas toujours ou mal urbanisés, où il manque l'eau, l'électricité, les routes, de bonnes écoles et des centres de santé, etc.

Quiconque circule à travers les villes africaines se pose constamment la question de savoir ce que ces villes

deviendront dans les dix, vingt, cinquante ans. L'insécurité, les vols, la promiscuité, les difficultés de transport, les embouteillages sont autant de fléaux qui rendent de plus en plus les villes africaines invivables. Faut-il, dès lors, développer les villes secondaires qui devraient retenir les migrants qui s'orientent vers les grandes villes, notamment les villes-capitales? Une étude que nous avons menée en 1988 a malheureusement montré que les villes secondaires ne savent pas jouer ce rôle, parce qu'elles non plus n'offrent pas les opportunités, en matière d'emplois, de modernité, de mirage, que les migrants vont chercher dans les grandes villes. Ces villes secondaires ne servent que de villes de transit dans le cheminement qui conduit les migrants en provenance des milieux ruraux vers les grandes villes (Lututala 1989).

Une école pour mieux comprendre l'Afrique

Mon expérience dans la gestion du Codesria m'aura aussi permis de consolider mes connaissances et considérations sur la problématique du développement de l'Afrique, y compris celle relative aux universités africaines. Le Codesria met en place et gère plusieurs programmes, il publie pas moins de onze revues scientifiques, il organise des rencontres scientifiques de très haut niveau à travers toute l'Afrique. Il est préoccupé par la nécessité, voire l'urgence de «repenser le développement en Afrique¹». Et cela passe par la nécessité de renforcer le cadre institutionnel, c'est-à-dire les universités et centres de recherche, qui doivent repenser ce développement. Cela passe aussi par une vision afrocentrique de l'Afrique.

Oui, il faut repenser l'Afrique et déconstruire bon nombre de théories, qui sont véhiculées sur l'Afrique. Nous, universitaires africains, sommes confrontés à ce grand dilemme de chercher à mieux comprendre pourquoi notre continent, l'Afrique, croupit dans le sous-développement, et de proposer des politiques idoines pour la sortir de là. Ce, d'autant plus que d'aucuns vont jusqu'à nous considérer (les universitaires africains) comme étant les responsables de l'impossible développement de nos pays. Une anecdote à ce sujet. S'adressant aux professeurs de la Faculté des sciences économiques et de gestion de l'université de Kinshasa, qui avaient affirmé au cours d'un colloque que la crise de l'économie congolaise [zaïroise] trouvait ses fondements dans la mal gouvernance politique, le président Mobutu, paix à son âme, s'était moqué des professeurs en les qualifiant «d'économistes de chambre»!

À travers ses conférences, séminaires et publications, le Codesria mène des réflexions qui invitent à juger et à penser l'Afrique autrement. Mais aussi à enseigner l'Afrique autrement pour produire ces cadres capables de penser l'Afrique autrement, car c'est de là que vient le mal. Nous, intellectuels africains, avons été formatés à travers la formation que nous avons reçue dans les salles de classe et les auditoriums à penser l'Afrique dans sa posture de colonisée, de réservoir de matières premières, de périphérie du centre de décision du Nord, de dépendance économique et politique dépourvue d'une âme et même de droits humains. Nos écoles et universités doivent produire un nouveau type d'Africains.

Quelques regrets

Lorsqu'on a œuvré quelques années dans la gouvernance du Codesria, et/ou qu'on participe à ses activités, qu'on lit et qu'on comprend le combat intellectuel de cette institution, on est surpris et déçu par deux choses. La première est de constater que les idées défendues par le Codesria, dont je viens de démontrer la pertinence, ne sont quasiment pas valorisées par les décideurs politiques africains dans le processus de prise de décision en Afrique. Pourquoi, alors que ces décideurs font venir à coups de centaines de milliers de dollars des experts de l'Occident, font-ils la sourde oreille aux réflexions et propositions qui sont émises par les chercheurs africains et africanistes du Codesria? Pourquoi, alors que le Codesria jouit d'une grande réputation internationale, reste-t-il méconnu dans le continent? À chacun et chacune sa réponse. Toujours est-il que le Codesria doit encore beaucoup travailler pour mieux faire connaître la nouvelle vision de l'Afrique aux Africains et à leurs décideurs politiques. Et cela doit passer nécessairement par la formation scolaire et universitaire. C'est en effet à ce niveau que nous devons forger un nouvel état d'esprit chez les jeunes africains qui deviendront demain les décideurs politiques. Mais là se trouve ma deuxième déception.

En effet, pourquoi, cinquante années après sa création et malgré son inestimable contribution, le Codesria n'est-il pas encore cette

Bibliothèque à laquelle devraient s'abreuver tous les enseignants, chercheurs et étudiants africains? Pourquoi continuons-nous à enseigner et à faire chanter à nos enfants que «nos ancêtres sont des Gaulois»? Ou à leur faire mémoriser toute l'histoire de la civilisation occidentale alors qu'ils ne connaissent que très peu de leur propre histoire, celle des Malinkés, du royaume Kongo, de Amilcar Cabral, de Simon Kimbangu, de Tombouctou, etc. ? Depuis les indépendances, les leaders africains ont attiré notre attention sur le fait que l'histoire de l'Afrique doit être écrite par les Africains eux-mêmes, une histoire non falsifiée, une histoire qui dote les jeunes Africains des armes du combat. En fait, au-delà de l'histoire, c'est de toutes les connaissances scientifiques qu'il faut parler. Le Codesria a produit et continue à produire des connaissances multidisciplinaires qui devraient, mieux, qui doivent être enseignées dans nos écoles et nos universités. Il y a une nécessité de revoir nos curricula, mais surtout le contenu de nos enseignements. Pourquoi les universités africaines ne s'engagent-elles pas sur cette voie? J'ai côtoyé et je côtoie des collègues qui n'ont jamais entendu parler du Codesria et qui ne connaissent pas la «Bibliothèque Codesria», des collègues qui continuent à comprendre et à enseigner l'Afrique selon les vieilles théories occidentales. Cette méconnaissance est encore plus grande chez les élèves et étudiants.

En guise de conclusion

Célébrer les cinquante années du Codesria, c'est d'abord rendre hommage à ses pères fondateurs, puis à son inestimable contribution à la recherche pour une meilleure compréhension de l'Afrique, notamment des enjeux de son développement. J'ai tenté, dans les présentes notes, de faire ressortir cette grandeur du Codesria, telle que je l'ai vécue à travers mes fonctions de Secrétaire exécutif adjoint du Codesria : sa gouvernance, sa vision de l'Afrique, son immense travail de repenser l'Afrique, et de reformater l'intellectuel africain. Le jour où tous les Africains et africanistes, y compris la classe politique et l'élite intellectuelle, intérioriseront et s'approprieront ce combat intellectuel du Codesria, l'Afrique aura trouvé la voie à suivre pour son développement.

Note

1. Lire Codesria, 2008, *Plan Stratégique 2007-2011. Consolidation et renouveau de la recherche sociale en Afrique*, Dakar, Codesria, p. 6.

Bibliographie

- Codesria, 2008, *Plan Stratégique 2007-2011. Consolidation et renouveau de la recherche sociale en Afrique*, Dakar, Codesria.
- Lututala, M. B., 1989, *Réorientation des migrants vers les villes secondaires au Zaïre : évidences et contraintes des cas d'Inkisi et de Kikwit*, Dakar, UEPA.